Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 10 novembre 2008 de M. Simon Brandt, intitulée: «Procédure municipale concernant les appels d’offres».

TEXTE DE LA QUESTION

Combien d’appels d’offres ont été lancés par la Ville de Genève depuis juin 2007 (chiffres ventilés par département, s’il vous plaît)?

Quel est le nombre de ceux-ci à avoir été effectués avant la fin des délais légaux (vote formel du Conseil municipal, délai référendaire)?

Quelle est la position du Conseil administratif sur la pratique d’effectuer des appels d’offres avant la fin des délais légaux?

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Dans ses dispositions générales, le règlement cantonal sur la passation des marchés publics (L 6 05.01) définit la notion de marché. Ainsi, on entend par marché public l’objet d’un contrat entre une autorité adjudicatrice (par exemple l’Etat, les communes et leurs établissements ou fondations de droit public) et une entreprise privée ou une personne indépendante, qui vise l’acquisition d’un ouvrage, d’une prestation ou d’un bien mobilier, moyennant le paiement d’un prix.

Il définit également la notion de seuil, à savoir la valeur limite qui détermine si le marché est soumis ou non aux traités internationaux et quelle procédure lui appliquer.

Parmi les différents types de marchés, qu’ils soient soumis ou non aux traités internationaux, on peut définir:

- les marchés de construction (travaux);
- les marchés de service (mandats);
- les marchés de fournitures, soit l’acquisition de biens mobiliers, notamment sous forme d’achat, de crédit-bail, de leasing, de bail à loyer, de bail à ferme ou de location-vente.

Le processus d’attribution d’un marché par l’autorité adjudicatrice dépend de la nature du lot à attribuer (prestation de service, travaux ou fourniture) et du montant estimé des lots. Il ne dépend en aucun cas du mode de financement défini par la loi sur l’administration des communes (budget ou investissement).

Il consiste à définir le choix du partenaire à qui le mandat ou le marché sera attribué. Il s’agit d’une procédure administrative, qui débute par le lancement

d'un processus d'appel d'offres (mise en concurrence dont la forme dépend de la valeur du marché) et qui se conclut par une décision d'adjudication.

Il existe trois types de procédures d'attribution des marchés. Ainsi, une procédure d'attribution d'un marché peut être:

- publique (ouverte ou sélective);
- restreinte (sur invitation);
- de gré à gré.

A la lecture de ces quelques considérations, le Conseil municipal comprendra qu'il n'est pas possible de répondre précisément à la première partie de la question, le nombre d'appels d'offres lancés par la Ville de Genève depuis juin 2007 s'élevant à plusieurs dizaines (voire centaines) de milliers en matière de marchés de construction, de service ou de fournitures, au sens des définitions précitées. A titre d'exemple, pour le seul Service des bâtiments, près de 15 000 appels d'offres sont effectués chaque année pour l'entretien du patrimoine bâti (marchés de construction).

S'agissant de la question des délais légaux, il convient de rappeler qu'aucune dépense ne peut être engagée sans avoir fait l'objet préalablement d'une délibération du Conseil municipal, en application de l'article 30 de la loi sur l'administration des communes (B 6 05) et de son règlement d'application (B 6 05.01, art.19).

Sur cette base, en matière d'engagement financier, les directives applicables interdisent aux services de conclure un contrat sous quelque forme que ce soit (contrat d'entreprise, lettre ou bon de commande, par exemple) avant l'échéance du délai référendaire auquel est soumise une délibération du Conseil municipal.

En revanche, rien ne s'oppose à procéder, durant la période de traitement politique d'un dossier, à un processus d'attribution d'un marché qui inclut la phase d'appel d'offres. Dans ce cas, il va de soi que la commande (ou acte d'achat), qui entame et formalise la relation contractuelle qui lie la Ville de Genève avec un tiers, ne pourra avoir lieu avant l'échéance du délai référendaire.

Dans l'intention de raccourcir les délais nécessaires pour mener à bien un projet, et afin d'en limiter le coût, le Conseil administratif recommande aux services municipaux de ne pas attendre l'échéance du traitement politique d'un dossier pour procéder aux phases d'appels d'offres.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Rémy Pagani

Le 1^{er} septembre 2010.